

SOCIAL

Des agents du fisc dénoncent "une saignée"

AISNE Trois syndicats fustigent le démantèlement des services des finances publiques dans un département en crise.

Les motifs d'inquiétude se multiplient pour les agents des finances publiques dans l'Aisne. « Depuis 2008, nous avons perdu environ 250 postes. Des trésoreries ferment comme à Saint-Simon, Vic-sur-Aisne, Moy-de-l'Aisne, La Capelle, Coucy-le-Château, si bien que la qualité du service rendu au public diminue. » Ce constat est dressé par Force ouvrière, Solidaires et la CGT, trois organisations unies dans une intersyndicale à l'occasion notamment du boycott, hier, de la réunion du comité d'hygiène et de sécurité des conditions de travail.

"Nous allons perdre 200 emplois dans l'Aisne. Dans le privé, cela s'appelle un plan social"

Sandrine Beltra, Solidaires

« Il n'y a pas de dialogue social, on ne veut pas cautionner cette parodie alors que le gouvernement a prévu de supprimer cette instance », témoignent en outre les syndicalistes qui visent aussi bien la nouvelle gouvernance de leur directrice depuis décembre, Édith Marchica-Ricour, que la politique imprimée dans cette administration depuis dix ans.

Ces réductions d'effectifs et ces fermetures s'apparentent, selon les trois organisations syndicales, à un démantèlement dont le département de l'Aisne souffrira plus que d'autres. « Nous avons un taux de chômage de 15 % et 22 % de



Les syndicalistes dénoncent les réductions d'effectifs et les fermetures de trésors publics.

la population vit sous le seuil de pauvreté», indique Samuel Grenier, un élu CGT. « Ce qui est en cours, c'est une saignée majeure en termes d'emplois et cela aura un impact économique important pour les commerces, les artisans les entreprises, les écoles », regrette également Sandrine Beltra, secrétaire du syndicat Solidaires. « Nous allons perdre 200 emplois dans l'Aisne. Dans le privé, cela s'appelle un plan social. »

DES RÉMUNÉRATIONS DE 200 000 EUROS PAR AN

Cette « dégradation des conditions de travail » des 700 agents dans l'Aisne et la réduction, par exemple des points d'accueil du public, entament, selon les représentants des agents, les deux missions des finances publiques, à sa-

voir l'égalité de traitement des citoyens et le contrôle des fonds publics. « Nous sommes le meilleur rempart contre l'évasion et la fraude fiscale qui coûtent aux Français 80 milliards d'euros chaque année », indique encore Samuel Grenier. La restructuration à marche forcée passe d'autant moins que la Cour des comptes a révélé, en décembre, que 750 hauts cadres des finances publiques, parmi lesquels les directeurs départementaux, bénéficiaient de rémunérations pouvant atteindre 200 000 euros par an... À propos de tous ces éléments, la directrice générale des finances publiques dans l'Aisne, Édith Marchica-Ricour, n'a souhaité faire aucun commentaire et renvoie directement vers le ministère. ■

YVES KLEIN